

Radicalités violentes et désistances

Vues d'ici, vues d'ailleurs

Depuis les années 2000 de nombreux pays se sont attachés à mettre en œuvre des politiques publiques de prévention de la « radicalisation violente ». C'est le cas en France où, depuis 2014, sont mobilisés, à différents échelons, des acteurs institutionnels (préfectures, services sociaux, éducatifs, judiciaires), professionnels ou associatifs. Parallèlement, un nombre important de publications scientifiques ont été produites sur le sujet. Ces travaux, en se reposant sur des échantillonnages très hétérogènes, montrent une grande diversité des parcours, des actes, des motivations et des profils sociologiques, psychologiques ou économiques des individus signalés comme radicalisés. Le concept de radicalisation est alors questionné tant son usage actuel paraît restrictif au sens où il reposerait sur une vision déterministe de l'adhésion à une croyance idéologique et du passage à l'acte violent.

En réalité la mobilisation d'un registre de radicalité s'inscrit dans une diversité de parcours qui tiennent parfois à la délinquance, parfois aux fragilités adolescentes, parfois à diverses formes de précarités et d'errances mais sans s'y résumer. Les professionnels de la santé mentale, du fait de leur champ d'intervention et de leurs compétences, peuvent être concernés et mobilisés dans la compréhension et l'accompagnement de certaines de ces situations.

Plus globalement les craintes de passage à l'acte expliquent le fait qu'en matière de prévention la focale est majoritairement mise sur les problématiques de signalement, d'évaluation, voire de prédiction, des facteurs poussant les individus à s'engager dans de tels parcours. A l'inverse, la question de la désistance, notion utilisée dans d'autres domaines pour désigner notamment les processus de sorties de délinquance, est moins présente même si différents programmes s'attachent à accompagner les personnes signalées dans cette dynamique. Tenir compte de la désistance en tant que processus permet d'envisager, au-delà des aspects déficitaires de ces parcours, les potentialités de réorganisation individuelle.

Pour autant la notion de désistance n'est pas sans soulever certaines interrogations notamment en matière d'objectif : dans quelle mesure considérer que celle-ci a abouti (à travers une radicalité non violente ? Un changement de pensée ? Une intégration sociale « conformiste ») ? De fait les réponses dépendent des définitions mêmes de la problématique de la « radicalisation ». De la même façon l'identification des facteurs variés des parcours de désistance met en exergue la relativité de l'intervention professionnelle eu égard aux facteurs divers (travail, logement, épanouissement affectif) qui interviennent. Dès lors à quelles conditions l'intervention de professionnels peut-elle permettre de soutenir les parcours de désistance ? Quelles en sont ses limites ?

Cette journée d'étude se propose d'aborder cet aspect à travers l'intervention de chercheurs mais aussi de praticiens en présentant notamment les expériences menées en France mais aussi à l'international.